



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Les-syndicats-de-salaries-font>

Les syndicats de salariés font fausse route

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 784 - décembre 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 8 octobre 2008

Date de parution : décembre 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LES syndicats de salariés ont pour but de défendre l'intérêt des travailleurs dans le panier de crabes du capitalisme. Jusqu'à présent leurs efforts ont été réellement positifs si on constate l'importance et le nombre d'améliorations des conditions de travail et de rémunération qu'ils ont arrachées depuis près de cent ans à la suite des progrès techniques.

Mais la lutte est de plus en plus difficile. Le capitalisme se défend et le combat pour des conditions de vie meilleure n'est jamais fini. Au fur et à mesure des progrès techniques les salariés veulent, eux aussi, en être bénéficiaires et ils ont raison.

Or, c'est le contraire qui se produit depuis quelque temps : le nombre de chômeurs grandissant montre le nombre de ceux qui perdent leur emploi et de ceux qui voient diminuer leur pouvoir d'achat.

La lutte harassante que mènent les travailleurs est soutenue et revivifiée par les syndicats constamment sur le qui-vive. Mais la conjoncture économique a tellement changé depuis l'intervention massive des progrès techniques que l'on peut constater l'échec d'un certain nombre d'actions syndicales. La fermeture totale ou partielle de certaines entreprises non compétitives ou financièrement pas rentables, les licenciements de personnel pour restructuration, ont-ils pu être évités ?

Si les syndicats ne veulent pas se leurrer ni susciter des espoirs utopiques ils doivent prendre conscience que la grève, qui jusqu'ici était la forme la plus dynamique pour le maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat, perd son tranchant du moment où il est possible d'augmenter la production en réduisant la main-d'œuvre manuelle ou intellectuelle remplacée par des mécanismes automatiques et autonomes.

Et cela est vrai non seulement dans certains secteurs comme la sidérurgie ou le textile, par exemple, mais dans un nombre de plus en plus grand de branches industrielles, commerciales et administratives, car tout « patron » a intérêt à investir pour améliorer la productivité par l'emploi de matériel automatique.

Autrefois le patronat, pour lutter contre les grèves, employait quelques miséreux pour en faire des briseurs de grèves, des « jaunes ». Aujourd'hui la science et les techniques lui permettent de remplacer de plus en plus souvent les « jaunes » par des machines ou des appareils automatiques acquis, en principe, non pour mater la grève, mais pour améliorer la productivité. En fait les techniques sont en train de rendre la grève progressivement impossible faute de « combattants ».

C'est pourquoi les salariés, ouvriers, employés, cadres peuvent toujours élever des protestations par des meetings, des cortèges ou de toute autre manière. Leurs grèves gagnent de plus en plus souvent les autres travailleurs. Rien n'empêche l'augmentation du nombre de ceux dont la production, la gestion et le commerce n'ont plus besoin. Et les chômeurs, eux, ne peuvent plus faire grève.

Parfois, quand les tenants du capitalisme disent la vérité ils avouent que nous connaissons, en France, dans les toutes prochaines années quelques deux millions de chômeurs, pardon, de demandeurs d'emplois, et ils laissent timidement espérer un prochain renversement de la tendance. Timidement, car ils savent que cet espoir est fallacieux puisque ce qui caractérise justement la période actuelle c'est que, pour la première fois dans l'Histoire, la production augmente (limitée pourtant à environ 3 % par an) en même temps que le chômage (environ 10%).

Au mieux une forte reprise de l'activité économique et l'augmentation massive des exportations françaises ne pourraient se faire que par la compétitivité donc par l'automatisation, c'est-à-dire par l'augmentation du chômage.

Les syndicats ne voient-ils pas qu'on ne peut créer des emplois qui soient financièrement rentables que dans les secteurs où les pays à faible technicité ?

Dans ces conditions quelles actions utiles les syndicats peuvent-ils entreprendre ?

Quand le progrès entraîne la suppression d'emplois, parce que dans toute économie de marché la compétitivité est de rigueur, il n'est plus rationnel de réclamer le droit au travail et il serait stupide de demander l'arrêt - impossible - du progrès technique. Car il est vain de souffler contre le vent quand le vent devient tempête. Le droit au travail est une exigence primaire parce que impossible à satisfaire quand le travail se raréfie.

C'est donc le droit à la vie qu'il faut exiger puisque les produits nécessaires à la vie existent Et le droit à la

vie se concrétise par un revenu correspondant à la production nationale et adaptée à une qualité de vie que la science et les techniques rendent présent possible. Une société assez avancée pour savoir produire automatiquement ce qui, il y a quelques années, exigeait une armée de travailleurs manuels et intellectuels doit être capable d'assurer l'armée des sans-emploi un revenu en rapport avec l'expansion de la production.

Les syndicats, s'ils étaient réalistes, ne devraient pas se contenter de réclamer la diminution des heures de travail pour un même revenu, c'est-à-dire la répartition du travail encore nécessaire afin de transformer le chômage d'un certain nombre, en loisirs supplémentaires pour tous.

Ils devraient aussi, en dehors des revendications courantes dans le cadre du capitalisme, et puisqu'ils ne peuvent pratiquement rien faire contre la marée montante du chômage, avoir pour objectif la création d'un revenu pour tous non seulement garanti mais en rapport avec la production globale du pays, ce qui signifie que les chômeurs forcés toucheraient quand même leur salaire.

Cela poserait, il est vrai, immédiatement, même en cas d'autogestion, deux sortes de problèmes :

- D'une part : comment occuper intelligemment des gens qui ne travaillent pas afin qu'ils ne s'ennuient pas, comment faire pour qu'ils sachent trouver une occupation qui leur soit agréable et qui soit, si possible, utile à la société ? Problème urgent qui ne peut être résolu que par la culture donnée à tous suivant leurs aptitudes et auquel il faut réfléchir dès maintenant.

- D'autre part : comment et où trouver l'argent nécessaire pour fournir un revenu à tous, pour payer la culture et les loisirs à ceux dont la production n'a plus besoin ?

Cette dernière question paraît évidente et insoluble à qui accepte d'embrasser les structures fondamentales d'une économie de marché.

Et ceux qui croient qu'il y a une solution à ces problèmes en se contentant de modifier l'économie de marché oublient qu'il n'est pas possible, malgré leur bonne volonté, de dégager des sommes importantes sans qu'elles se retrouvent d'une manière ou d'autre dans les prix ou dans les taxes et impôts.

Les prix ne peuvent donc que continuer à monter et la lutte pour le rattrapage des salaires est sans fin. En outre la lutte contre la hausse des prix ne peut que stimuler la mécanisation et l'automatisation c'est-à-dire l'augmentation du chômage.

Prendre l'argent chez les riches n'est pas une solution, car impossible à réaliser puisque les riches n'ont pas de disponibilités liquidables - et s'il leur fallait vendre leurs biens pour « faire de l'argent » à qui les vendraient-ils ?

Si les meilleurs financiers du monde se montrent incapables de trouver une solution à tous ces problèmes, c'est qu'ils ne veulent pas abandonner les privilèges acquis ou qu'ils refusent de raisonner hors du cercle vicieux dans lequel se débattent tous les capitalistes libéraux ou étatiques. Dans ces conditions ils ne seront pas non plus capables d'imaginer un moyen pour maintenir des retraites décentes quand le nombre des ayants-droit augmentera pendant que le nombre de cotisants diminuera. Et il diminuera même si une politique de natalité est couronnée de succès.

Le syndicalisme par conséquent doit pouvoir raisonner hors du cadre de toute économie de marché et chercher à comprendre si un autre système économique est possible. Tout en veillant à satisfaire au mieux les revendications immédiates des salariés, le syndicalisme doit voir plus loin et orienter ses exigences vers le revenu garanti, la culture pour tous et éducation, dès maintenant, les moyens pratiques pour y parvenir, même si ces moyens ne correspondent pas aux « canons » de l'économie de marché libérale ou socialiste.

Car ces moyens existent, même s'ils ne sont encore appliqués nulle part. Les tenants du régime les taisent évidemment, car leur idéal n'est pas l'homme, mais le maintien du système dont ils profitent. Le syndicalisme, par contre, dont le but est l'épanouissement de l'homme, ne doit pas les taire. Il devrait se rappeler que Châteaubriand avait écrit dans ses « Mémoires d'Outre-Tombe » que « le salariat n'est que l'esclavage prolongé ». Il devrait se rendre compte que vouloir sortir de l'esclavage c'est

obligatoirement sortir du capitalisme privé sans tomber dans les difficultés du capitalisme d'Etat. Cela exige l'abandon de l'économie de marché, même de celle qui s'intitulerait « économie de marché socialiste ». En effet, toute économie de marché maintient les structures financières du capitalisme quelle qu'en soit la forme, comme par exemple celle qui fait inclure les revenus des citoyens dans le prix de la production ou dans le montant des taxes et des impôts.

Les syndicats de salariés font fausse route

Le comportement actuel du syndicalisme pourrait faire croire qu'il en est encore à admettre que hors de l'économie de marché il n'y a point de salut. Pourtant les syndicalistes du début de ce siècle avaient bien défini le but du syndicalisme par l'excellente formule de « l'abandon du salariat ». Pourquoi les syndicalistes d'aujourd'hui ne l'emploient-ils plus ?

Serait-il indigne d'un syndicaliste intelligent de reprendre l'oeuvre d'un Jacques DUBOIN qui, lors de la grande crise économique des années 30, avait proposé un moyen inédit d'éviter la dernière guerre et de sortir véritablement de la société de profit pour assurer à chacun, comme prime de civilisation, un revenu social en rapport avec le progrès ?

Si les syndicalistes persistent à vouloir trouver des solutions provisoires dans le cadre des régimes existants, dans l'espoir qu'une société socialiste vienne un jour prochain en apporter de définitives, la société socialiste s'éloignera toujours comme les mirages dans le désert font reculer l'oasis en vue - et les syndicats continueront à faire fausse route avec toutes les graves et dramatiques conséquences qui en résulteront.